

Nous allons revoir nos programmes d'aide au développement. Il est temps de se demander si nos programmes atteignent aussi bien que prévu les objectifs que nous leur avons fixés. Tout comme notre politique étrangère, peut-être méritent-ils d'être concentrés sur des questions prioritaires et spécifiques. Mais nous ne sommes pas les seuls à devoir examiner nos programmes. Les pays qui bénéficient de notre aide doivent, eux aussi, démontrer qu'elle est utile et qu'elle atteint ses objectifs. De plus en plus, ces pays devront nous démontrer qu'ils ont adopté, ou qu'ils adopteront, les mesures politiques, économiques et sociales nécessaires afin de faire fructifier pleinement les effets des programmes d'aide.

Les ressources dont nous disposons sont limitées. Nous devons faire des choix et nous devons convenir ensemble des lignes directrices qui nous guideront.

Nous croyons que le développement économique et social des pays en développement constitue un élément fondamental de notre propre sécurité. Les conséquences du sous-développement, tels que la croissance incontrôlée de la population, les ravages écologiques et les migrations massives de population ont un effet à long terme sur notre sécurité.

Dans ses énoncés de politique antérieurs, le gouvernement a reconnu l'interdépendance qui existe entre pays développés et pays en développement. À ceux et celles qui croient que nous devrions mettre un terme à nos engagements à l'égard des pays en développement parce que notre contribution ne change rien, je répondrai qu'il faut que nous changions quelque chose, sinon nous verrons augmenter le niveau d'insécurité, d'instabilité et d'incertitude, ce qui sera dangereux pour nous. Nous devons travailler chez nous et coopérer avec d'autres donateurs sur la scène internationale à faire en sorte que notre aide soit utilisée avec cohérence et de façon systématique, pour qu'elle rapporte le plus de bénéfices possible.

En conclusion, Monsieur le Président, nous ne devons pas nous laisser intimider par le rythme effréné des changements qui surviennent dans le monde. La fin de la Guerre froide ouvre en effet la voie à une ère de possibilités redoutables. Nous vivons encore, il est vrai, dans un monde dangereux. Les risques de guerre, de famine, de désastre écologique et de dénuement économique planent toujours à l'horizon. Toutefois, des événements majeurs, impensables il y a quelques années, ont fait naître un nouveau sentiment d'espoir; aussi doivent-ils nous inspirer tous, en tant que parlementaires qui prenons part au processus de décision démocratique dans notre pays. M. Nelson Mandela a été libéré de prison et mène à présent son parti aux premières élections démocratiques en Afrique du Sud. M. Lech Walesa, jadis électricien au chantier naval de Gdansk et chef syndical clandestin, est aujourd'hui le président